

**ARRETE
PORTANT INTERDICTION TEMPORAIRE
DE STATIONNEMENT
RUE DE LA PARPILLETTE
N° ARPM-07/2020 T**

LA RAVOIRE, le 16 janvier 2020

Le Maire de la commune de LA RAVOIRE,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6,

VU l'article R 610-5 du code pénal,

VU le code de la route et notamment les articles R 411-25 et R 411-8,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, quatrième partie, signalisation de prescription,

VU l'arrêté municipal du 16 octobre 2017 donnant délégation de signature à Madame Joséphine KUDIN,

VU l'avis du Chef de service de Police Municipale,

VU la demande formulée par la société «DEMECO BLACHE» pour le compte de son client domicilié 485 rue de la Parpillette à La Ravoire, en date du 16 janvier 2020,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prescrire toutes les mesures propres à assurer la sûreté et la commodité du passage sur les voies publiques à l'occasion d'un déménagement,

ARRETE

Article 1^{er} : Le jeudi 13 février 2020, de 7 heures à 19 heures, l'arrêt et le stationnement sont interdits, **RUE DE LA PARPILLETTE**, sur 4 emplacements, au droit du n°485.

Tout arrêt ou stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction sera considéré comme gênant au sens de l'article R.417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de déménagement.

Article 2 : Monsieur le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié conformément à la réglementation en vigueur, et dont l'ampliation sera envoyée au **Chef de service de Police Municipale**.

Article 3 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, quatrième partie, signalisation de prescription) sera mise en place par les agents du service technique de la commune.

Article 4 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 : Monsieur le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié conformément à la réglementation en vigueur, et dont l'ampliation sera envoyée au **Chef de Service de Police Municipale**.

Le Maire,
Pour le Maire et par délégation,

A red circular stamp from the Municipality of Challes-les-Eaux. The outer ring contains the text "MAIRIE DE CHALLES-LES-EAUX" at the top and "POLICE MUNICIPALE" at the bottom, separated by two stars. The center of the stamp features a coat of arms depicting a seated figure holding a staff and a sword, with a sunburst above. A handwritten signature in black ink is written across the stamp.

Joséphine KUDIN,
Adjointe au Maire déléguée à la Sécurité
publique et à la Prévention.

Destinataires :

- Le Commandant de Brigade de Gendarmerie de CHALLES LES EAUX,
- Le Responsable du Service Technique.

Le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble (2 place de Verdun, Boîte postale 1135 – 38022 Grenoble Cedex) ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite du rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.